

LA LETTRE DU CEPII

CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES ET D' INFORMATIONS INTERNATIONALES

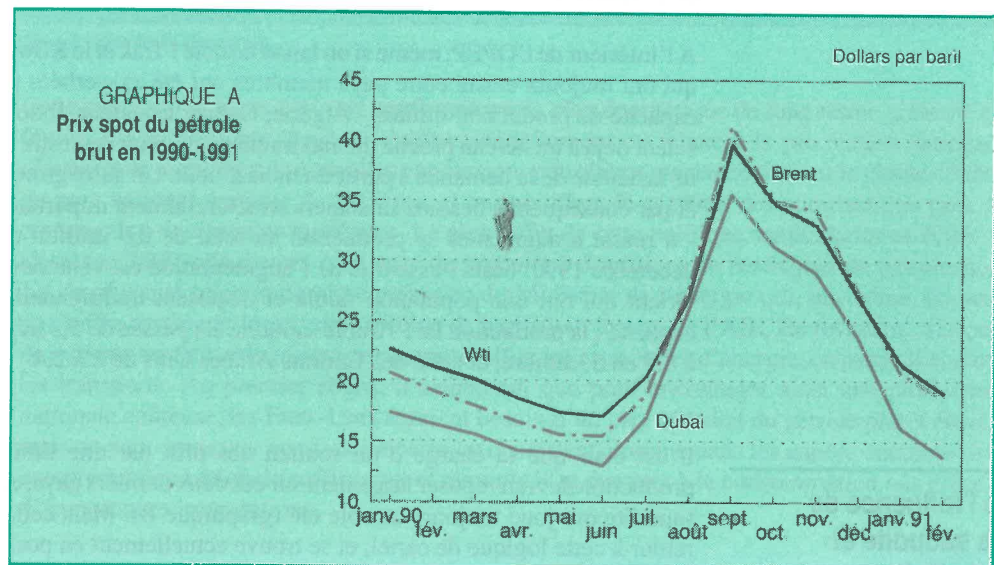
■ Le marché pétrolier après la guerre du Golfe

L'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, avait provoqué une forte tension sur le marché pétrolier, de sorte qu'en septembre dernier le prix du baril avait dépassé les 40 dollars. A l'époque, l'hypothèse d'un troisième choc pétrolier paraissait exclue, mais on pouvait envisager un scénario d'enlèvement qui se serait traduit par un prix durablement élevé (1). Depuis lors, la situation s'est profondément modifiée. La perte d'approvisionnement résultant de l'embargo sur les exportations irakiennes et koweïtiennes a été compensée par un accroissement massif de la production des autres pays exportateurs, cependant que la victoire des forces alliées a transformé le paysage politique. Après avoir fortement baissé, les prix du pétrole risquent de rester déprimés au deuxième trimestre 1991. Si, à court terme, les effets en seraient favorables sur la conjoncture macro-économique, les conditions d'un troisième choc pétrolier pourraient de nouveau être réunies d'ici la fin de la décennie.

1

Après avoir baissé
depuis octobre...

Déclenchée le 17 janvier 1991, la guerre du Golfe n'a pas empêché la poursuite de la baisse des prix du pétrole qui s'était amorcée dès le mois d'octobre 1990 (graphique A). En même temps que les pays de l'AIE rendaient disponible une partie de leurs stocks de sécurité, la perspective d'une victoire rapide de la coalition dirigée par les Etats-Unis, sans risque important de voir endommager les champs pétroliers d'Arabie saoudite, faisait disparaître la "prime de guerre" qui grevait les prix du brut depuis l'annexion du Koweït par l'Irak.



Source : IEA Oil Market Report.

Quant à la cause de la hausse des prix du mois d'août, c'est-à-dire la perte de plus de quatre millions de barils/jour auparavant exportés par l'Irak et le Koweït, elle avait été totalement compensée dès le mois d'octobre 1990 : en effet, par rapport à juillet, la production des pays de l'OCDE avait augmenté de près d'un million de barils/jour, celle des onze pays de l'OPEP de plus de trois millions et celle des autres pays en développement de deux cent mille.

(1) Voir La Lettre du CEPII, numéro 89, octobre 1990 : Les impacts macro-économiques de la crise du Golfe.

Au mois de février et au début du mois de mars 1991, les pays de l'OPEP qui avaient le plus augmenté leur production - Arabie saoudite, Iran, Emirats Arabes Unis, Nigeria, Venezuela - maintenaient un fort rythme d'extraction, malgré l'accumulation anormale de stocks flottants en mer. En conséquence, les prix spot des différents bruts s'établissaient pour la plupart sensiblement en dessous de leur niveau un an plus tôt (13,80 dollars par baril contre 16,60 pour le brut de Dubai 32 API), alors que le taux de change du dollar par rapport au DTS avait diminué d'environ 7 % durant la même période.

2

... les prix du pétrole vont rester bas...

Le 12 mars, les pays de l'OPEP réunis sans l'Irak ont décidé de plafonner leur production de pétrole brut à 22,3 millions de barils/jour en moyenne au deuxième trimestre, soit le même montant qu'au deuxième trimestre 1990 et 600 mille barils/jour de moins que la production effective du premier trimestre 1991. Suivant le dernier rapport mensuel de l'Agence Internationale de l'Energie, par rapport au trimestre correspondant de 1990, la demande de pétrole des pays de l'OCDE devrait diminuer de 1 % au deuxième trimestre 1991 par suite d'une baisse de la demande américaine, et cette diminution sur un an serait à peine compensée par une augmentation de la consommation dans les pays en développement.

Compte tenu de la décroissance saisonnière de la consommation, cette évolution se traduirait par une baisse de la demande mondiale (hors Europe de l'Est et Chine) de 2,8 millions de barils/jour par rapport au premier trimestre 1991. En contrepartie, la production diminuerait légèrement en mer du Nord et aux Etats-Unis, mais cette baisse pourrait être compensée par une augmentation des exportations nettes de l'ensemble formé par URSS et les autres pays d'Europe de l'Est. Enfin, on devrait assister à une diminution des stocks de précaution dans les pays consommateurs. Par conséquent, l'application du plafond de 22,3 millions de barils/jour laisserait subsister un excédent de 1,3 millions de barils/jour pour la production des pays de l'OPEP, auquel il faudrait ajouter la diminution probable des stocks en mer détenus par l'Irak et l'Arabie saoudite qui sont estimés à plus de 100 millions de barils.

On risquerait donc de se trouver, au deuxième trimestre 1991, dans la même situation qu'un an plus tôt : le prix spot était alors au plus bas depuis dix-huit mois, ce qui avait contribué à la montée des tensions politiques dans la région. Pour qu'un tel scénario ne se reproduise pas, il faudrait soit que la croissance économique reprenne très rapidement aux Etats-Unis grâce aux retombées positives de l'intervention militaire et au faible prix du pétrole, soit que les principaux partenaires parviennent à s'entendre pour soutenir le prix du pétrole malgré l'excès de production.

A l'intérieur de l'OPEP, même si on laisse de côté l'Irak et le Koweït, les divergences d'intérêts qui ont toujours existé entre pays membres ont été exacerbées par la crise. Plusieurs pays à capacité de production limitée - Algérie, Gabon, Equateur, Indonésie, Libye, Qatar - produisaient déjà à un niveau proche du maximum au premier semestre 1990 et n'ont que peu profité de la hausse de la demande à partir du mois d'août. Un autre groupe de pays, à population forte et par conséquent à besoins financiers structurellement importants - Iran, Nigeria, Venezuela - a réussi à augmenter sa production au total de 0,9 million de barils/jour entre juillet et décembre 1990. Mais l'essentiel de l'augmentation est venu des deux seuls pays du Proche-Orient qui ont une population faible et disposent traditionnellement de fortes réserves de capacité : la production de l'Arabie saoudite est passée de 5,3 millions de barils/jour en juillet à 8,3 en décembre, et celle des Emirats Arabes Unis de 2 à 2,4.

3

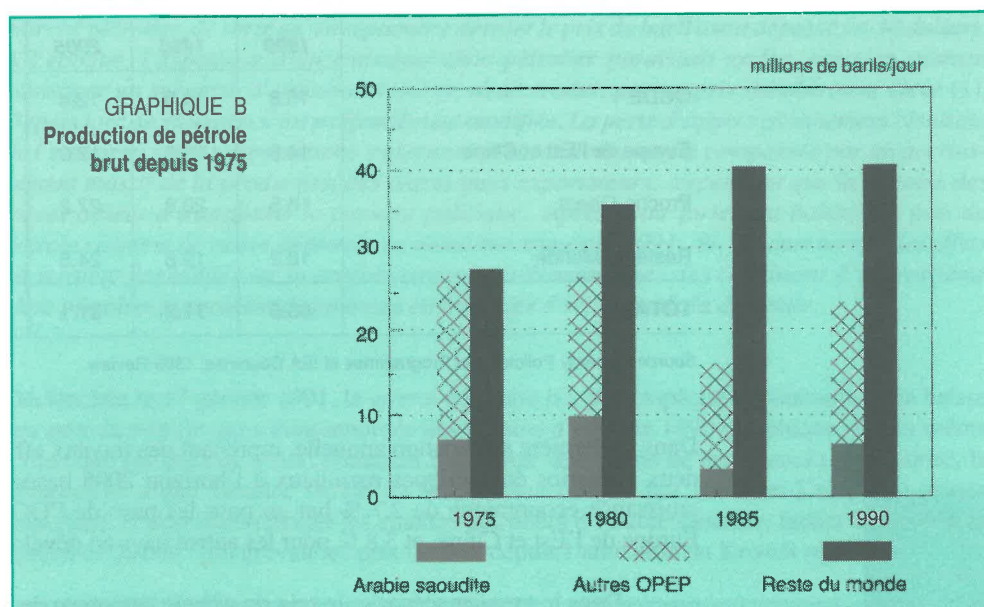
... sous l'influence de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis

Il est clair que la charge d'un soutien des prix par une limitation supplémentaire de la production devrait reposer largement sur ces deux derniers pays, et singulièrement sur l'Arabie saoudite qui joue toujours un rôle clé (graphique B). Mais celle-ci refuse manifestement le retour à cette logique de cartel, et se trouve actuellement en position de force pour l'imposer aux autres membres de l'OPEP. Deux raisons l'expliquent.

a) Pour l'Arabie saoudite, il est probablement plus avantageux de maintenir sa production aux environs de 8 millions de barils/jour au prix actuel que de revenir à un rythme d'extraction entre 6 et 7 millions, qui risque de ne pas être compensé par une hausse suffisante des prix si la discipline des quotas n'est pas respectée par d'autres pays de l'OPEP. Ce dilemme est sensible pour un pays dont la balance courante est devenue structurellement déficitaire depuis 1983, quand les pays de l'OPEP ont tenté pour la première fois de freiner la baisse des prix du pétrole due à un excès d'offre. Le contre-choc de 1986 a plutôt amené une amélioration de

cette balance, mais le déficit courant de l'Arabie saoudite était encore de 10 milliards de dollars en 1989. En 1990, grâce à une augmentation de 30% du prix moyen du pétrole et de 26% de sa production, l'accroissement des recettes pétrolières du royaume peut être estimé aux environs de 15 milliards de dollars. Cependant, compte tenu de la part qu'elle a assumée dans le financement de l'intervention militaire contre l'Irak, la balance courante de l'Arabie saoudite sera encore déficitaire en 1990. Pour la première fois, le royaume a commencé à lancer des emprunts sur les marchés financiers internationaux.

b) Etant donné le poids de l'Arabie saoudite dans l'approvisionnement pétrolier mondial, dans les circonstances actuelles, sa préférence pour un prix du pétrole faible pourrait favoriser une reprise de la croissance dans les grands pays industrialisés, et lui assurerait ainsi des débouchés élevés à un horizon de deux ou trois ans. Les intérêts de l'Arabie saoudite coïncident donc largement avec ceux des Etats-Unis qui, dans le contexte géo-politique nouveau créé par le retrait de l'URSS de la scène mondiale, accepteraient plus facilement une dépendance accrue de leurs approvisionnements par rapport au Proche-Orient, en échange de prix durablement faibles.



Source : Petroleum Economist.

Cette position des Etats-Unis est confirmée par le plan énergétique de long terme présenté en février par le président Bush. Il s'agit essentiellement de relancer la production nationale d'énergie en autorisant de nouvelles concessions pétrolières, en particulier sur la plaine côtière du parc national arctique de l'Alaska, et en modifiant le système des autorisations pour la construction de centrales nucléaires. Le plein effet de cette politique serait atteint en 2005. A l'horizon 2000, elle devrait permettre de produire 9,5 millions de barils/jour de pétrole, soit 1,4 de plus que selon la dernière prévision du Ministère de l'énergie qui, lui-même, donnait un chiffre supérieur de près de 1 million de barils/jour à celui de l'AIE. En revanche, très peu de moyens seraient mis en oeuvre pour intensifier les économies d'énergie, en particulier dans les transports. Au premier abord, il semblerait que pour encourager ainsi une production nationale coûteuse, les Etats-Unis auraient besoin d'un prix mondial du pétrole plutôt élevé ; mais on peut envisager aussi un scénario où coexistent, comme dans les années soixante-dix, une production nationale suffisamment rémunérée et des prix à la consommation bas grâce à d'importantes importations.

4

A terme, le risque d'un nouveau choc pétrolier

Il y a donc un risque important que s'établisse un prix faible du pétrole de manière durable, avec une production mondiale encore plus concentrée sur le Golfe et le Proche-Orient que durant les années récentes. Ainsi, en février 1991, la production de pétrole brut de la seule Arabie saoudite représentait 36 % de la production totale de l'OPEP et 15 % de l'approvisionnement mondial des pays occidentaux (hors production non exportée de l'ensemble Europe de l'Est et Chine), contre 23 et 10 % respectivement en février 1990. Les exportations koweïtiennes ne pouvant pas reprendre au niveau antérieur avant deux ou trois ans, celles de l'Irak restant probablement réduites et celles des pays industrialisés demeurant sur une pente

descendante, l'abondance pétrolière apparente reposera en fait sur un rythme d'extraction des principaux pays producteurs très proche du maximum possible.

Cette situation, que l'on a connue avant chacun des chocs pétroliers, comporte un risque d'instabilité des prix, qui serait dommageable à la fois pour les producteurs et les consommateurs. Cela explique les initiatives récentes prises par des représentants marginaux des producteurs et des consommateurs (le Venezuela, que les Etats-Unis souhaitent depuis longtemps voir quitter l'OPEP, et la France, qui s'apprête à devenir membre de l'AIE) pour essayer de mettre en place un système commun de stabilisation des prix. Il ne semble pas néanmoins que ces initiatives, pas plus que celle de Téhéran, puissent aboutir rapidement à mettre le prix du pétrole dans la fourchette de 20 à 25 dollars le baril (Dubai, 32 API) actuellement considérée comme une zone d'équilibre.

TABLEAU 1 Deux scénarios de production mondiale de pétrole

En millions de barils/jour	Prix réel du pétrole augmenté de 5,5% par an			Prix réel du pétrole constant		
	1990	1995	2005	1990	1995	2005
OCDE	15.8	14.8	12.4	15.8	14.7	11.1
Europe de l'Est et Chine	14.5	15.8	17.0	14.5	15.7	17.3
Proche-Orient	16.5	20.8	27.2	16.5	23.4	36.5
Reste du Monde	16.2	19.8	24.5	16.2	21.1	27.0
TOTAL	63.0	71.2	81.1	63.0	74.9	91.9

Source : Energy Policies and Programmes of IEA Countries, 1989 Review.

Dans sa dernière publication annuelle, reprenant des travaux effectués en 1989, l'AIE décrit deux scénarios énergétiques mondiaux à l'horizon 2005 basés sur la même hypothèse de croissance économique de 2,7 % par an pour les pays de l'OCDE, 2,7 % pour l'ensemble Europe de l'Est et Chine, et 3,8 % pour les autres pays en développement (tableau 1).

- Dans le premier scénario, le prix du pétrole augmente de 5,5 % par an en termes réels entre 1990 et 2000, puis se stabilise entre 2000 et 2005. La demande mondiale de pétrole s'accroît alors de 1,7 % par an, dont 0,8 % dans les pays de l'OCDE, et atteint 81 millions de barils/jour en 2005. Grâce à l'augmentation des prix, la production augmente dans de nombreux pays en développement, mais l'ensemble du Proche-Orient fournit néanmoins 33 % du total en 2005 (27,2 millions de barils/jour), contre 26 % en 1989 (16,2 millions de barils/jour).

- Dans le deuxième scénario, dont le démarrage rappelle la situation actuelle, le prix du baril reste constant en termes réels entre 1987 et 2000. La demande mondiale de pétrole augmente alors de 2 % par an, alors que la production des pays de l'OCDE diminue rapidement. En 2005, la demande de pétrole adressée au Proche-Orient dépasse de 10 millions de barils/jour celle du premier scénario, et cette région assure alors 40 % de l'approvisionnement mondial total.

Le premier scénario -hausse du prix réel du pétrole de plus de 5 % par an- implique une augmentation de la production du Proche-Orient déjà très importante. Un tel rythme de hausse du prix serait donc proche du minimum nécessaire pour assurer un développement harmonieux de l'offre. Une stagnation ou une baisse du prix réel dans la première moitié des années quatre-vingt-dix, venant s'ajouter au marasme des prix entre 1986 et 1989, risque d'amener des hausses incontrôlées, sauf si quelques pays à fortes réserves pétrolières et à faibles coûts de production, et tout particulièrement l'Arabie saoudite, acceptent d'accroître très considérablement les capacités de production de leurs puits. Encore faudrait-il que, d'ici la fin de la décennie, la stabilité politique de la région du Golfe soit assurée...

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales.
9, rue Georges-Pitard
75015 Paris
Tél. (1) 48 42 64 64

Rédacteur en chef :
Gerard Lafay.

Diffusion :

La Documentation Française.
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 136 F (France),
215 F (Etranger).
26 F (suppl. pour envoi
par avion).

Commande adressée à :
La Documentation Française,
124, rue Henri Barbusse
93398 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur de la publication :
Anton Brender.

ISSN 0243-1947

CPPP numéro 1462 AD.
1er trimestre 1991
mars 1991

Imp. SNLIR - IVRY

Imprimé en France